



Plus que jamais, nos vies ne peuvent plus passer après les profits !

Bulletin du NPA Poste - 4 novembre 2020



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Nous sommes donc rentrés de plein pied dans ce faux « *reconfinement* » au moment où la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 commence à révéler toute sa gravité. On va continuer à partir le matin au travail, envoyer les enfants à l'école, et le soir tout le monde va rentrer à la maison et se contaminer au sein de la famille...

Boulot, métro, dodo... et contaminations !

La ministre du Travail, Élisabeth Borne, ose affirmer : « *Il n'y a pas de contaminations au travail.* » Alors on ne touche à rien en production, là où le télétravail est impossible. Et l'on envoie les gosses à l'école où le « *renforcement* » du protocole sanitaire est bidon vu que personne n'a été recruté dans les établissements scolaires et qu'on ne peut pas repousser les murs : **avec 35 élèves par classe des heures durant, comment oser encore parler de gestes barrière ?** Mais le gouvernement s'en moque, pour lui, l'école sert de garderie du Medef !

Forte colère dans l'éducation depuis ce lundi

Dans des centaines d'établissements scolaires un peu partout dans le pays, la rentrée prévue par Blanquer a été fortement perturbée. Entre l'annulation des temps prévus pour discuter entre collègues de la manière dont ils voulaient rendre le plus dignement possible hommage à Samuel Paty et l'inquiétude de plus en plus flagrante face aux contaminations dans le milieu

scolaire, la grève s'est invitée en force, votée par des assemblées générales. C'est un mouvement de grève de toute l'éducation de la maternelle à l'université qui doit désormais se discuter, afin d'obtenir tous les moyens permettant aux écoles de rester ouvertes sans qu'elles ne soient des vecteurs de propagation renforcée de l'épidémie.

Pour contrecarrer l'épidémie, il faut des investissements massifs dans la santé !

Malgré les fanfaronnades de Macron sur la création hypothétique de « *10000 lits de réanimation* », la réalité est qu'aujourd'hui le pays ne dispose que de 5432 lits pour une population de 60 000 000 d'habitants. De plus, épuisés, et dégoûtés par les annonces ridicules ressorties du « *Ségur de la santé* », de nombreux personnels ont quitté l'hôpital public, aggravant la charge de travail pour ceux qui restaient. **Il est urgent, aujourd'hui, d'investir massivement dans la santé. Il est urgent d'ouvrir des lits, de former des personnels, d'augmenter leur rémunération.** Et pour cela, il faut de l'argent, qu'il faut aller chercher là où il est : dans les poches des patrons ! De plus, ce virus ne pourra être définitivement vaincu que par la découverte d'un vaccin. Au lieu de les laisser se livrer à une concurrence malsaine, **il faut mutualiser les moyens des laboratoires, c'est-à-dire nationaliser l'industrie pharmaceutique et la mettre entièrement sous contrôle de la population.** Notre santé n'est pas une marchandise !

Face à cette politique désastreuse : prenons notre sort en main !

Ce sont aux travailleuses-eurs, à ceux qui font tourner cette économie, de décider de ce qui doit continuer à fonctionner, comment, avec quel protocole sanitaire. **C'est bien par nos mobilisations, en cessant le travail, en nous mettant en grève, en nous réunissant en assemblées générales, que nous pourrons faire stopper cette politique mortifère.** Et c'est de plus en plus incompréhensible qu'aucune proposition de lutte, de grève, de manifestation ne soit faite au niveau national par les organisations du mouvement ouvrier. Cela ne peut que renforcer notre détermination à réussir toutes les initiatives de mobilisations qui peuvent permettre à des franges de notre classe de se compter, de regrouper leurs forces et de montrer que c'est dans l'affrontement avec les capitalistes et ceux qui les servent que ça doit se passer : **le rassemblement jeudi 5 novembre à Cergy lors du procès pour la réintégration de notre camarade Gaël Quirante, la manifestation du 7 novembre à Toulouse appelée par de nombreuses organisations syndicales et politiques contre les mesures liberticides et pour des moyens pour la santé, la réunion appelée par les salariéEs des TUI le 8 novembre pour regrouper toutes les boîtes frappées par les licenciements.**

Face à l'épidémie : travailler moins, embaucher, percevoir une prime de 1000 €

Alors que le gouvernement annonce une 2ème vague plus meurtrière, force est de constater que La Poste n'a pris aucune mesure particulière pour protéger les postierEs ! A part les masques et le gel, obtenus lors des droits de retrait massifs de mars, nous travaillons normalement. C'est HALLUCINANT ! Nous devons exiger - au minimum - les mêmes mesures que lors de la 1ère vague ! Le but est de limiter l'exposition au virus : il faut travailler toutes tous moins en embauchant de manière compensatoire pour maintenir l'amplitude horaire d'ouverture (certains bureaux étaient restés à 28h hebdo jusqu'à fin septembre), pas de samedi travaillé, retour du fini-parti là où il a disparu, assouplissement des règles de distribution des recommandés. Il faut arrêter le sous-effectif et les découverts, cause de vacances plus longues, de sécabilité, de doubles tournées, par l'embauche de tous les collègues intérimaires ! Et obtenir une prime de 1000€ pour toutes et tous, sans condition ni statut, intérim comme titulaires ! Comme en mars, mobilisons-nous : pour notre santé, celle de nos proches et des usagerEs !

Allo les RH, y a quelqu'un au bout du fil ?

Nous rencontrons de plus en plus de problèmes "RH" : erreurs dans les fiches de paie, heures sup' non payées, disparition des RC, primes de remplacement non versées, primes COVID diminuées, arrêts maladie non enregistrés etc. Pas un jour ne passe sans qu'un collègue subisse de tels préjudices. Les réorgs dans les CSRH ont rempli leur mission : le personnel a été sabré, du coup les erreurs et oublis se multiplient. On doit numériser nous-mêmes nos pass Navigo, on est harcelé pour recevoir les fiches de paie numériquement... Ras-le-bol ! La boîte doit régler au plus vite cette situation inacceptable : cela passe par

(ré)embaucher dans les services RH et les Bureaux d'Ordres !

Voleurs et truands postaux

Sur la PDC de Fontenay le Fleury dans les Yvelines la direction de la Poste a imaginé un subterfuge qui est peut-être une première. Après avoir proposé la signature d'un avenant sur l'accord initial sur le temps de travail aux organisations syndicales sans aucune modification, elle a 4 jours avant la fin du délai divulgué que sans signature de l'avenant les collègues passeraient de 39h22 à 38h11 sans modification des tournées ! Miracle : aucun syndicat n'a ou n'a pu signé l'avenant ! C'est tout de même 8,66 jours de repos perdus par an pour les collègues en un tour de passe-passe. Attention, la Poste n'a aucune limite !

Grèves nationales des postiers en Allemagne et au Gabon

Au Gabon, les postières et postiers ont commencé le lundi 2 novembre une grève générale illimitée pour obtenir le paiement de leurs 3 derniers mois de salaire. Elles et ils ont bloqué le 2 novembre le centre-ville de Libreville. En Allemagne, 22 000 postières et postiers ont fait grève 6 jours en septembre dernier et ont obtenu 5% d'augmentation des salaires, après avoir mené une campagne coordonnée nationalement par leur syndicat Ver.di. Et nous en France, qu'est ce qu'on attend pour au moins essayer de se mobiliser à l'échelle nationale ? Nous sommes l'entreprise la plus nombreuse du pays, nous sommes en contact quotidien avec la population : si nous nous organisons, nous sommes une force !



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste